GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Secrétariat du GIABA, Dakar, Sénégal. – 17 juillet 2026. * Email : secretariat@giaba.org * Site Internet : www.giaba.org

LA CONFORMITE SOUS LE SIGNE DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA GOUVERNANCE

A l'issue de l'édition 2026 du Sommet Ouest-Africain de la Conformité organisé par le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) du 29 juin au 2 juillet 2026 à Saly (Sénégal), les participants ont, pour faire avancer les objectifs régionaux, exhorté l'institution et les autorités compétentes à, entre autres, promouvoir l'apprentissage par les pairs au niveau régional sur la gouvernance technologique de LBC, l'intégration de la Gestion des risques d'entreprise (GRE), la gouvernance des modèles et l'engagement réglementaire ; soutenir l'élaboration d'attentes minimales proportionnées pour les outils de supervision de la LBC et les feuilles de route de mise en œuvre ; et utiliser des enquêtes de suivi pour mesurer les progrès institutionnels après le Sommet.

Placé sous le thème *« Transformer la conformité : Intégration de la gouvernance, de la gestion des risques d'entreprise et de la LBC/FT/FP à l'ère de la technologie »*, les différentes parties prenantes ont discuté et partagé leurs expériences sur des sujets portant sur la transformation stratégique de la conformité, l'architecture de gouvernance pour une LBC/FT/FP efficace, la gestion des risques de LBC/FT/FP et conformité fondée sur les risques, la gestion intégrée de la criminalité financière, la technologie comme facilitateur de conformité, les risques émergents et financement de la prolifération et la culture de conformité et coopération.

Au cours des discussions, les participants ont par exemple souligné que l'approche cloisonnée traditionnelle de la LBC/FT/FP crée des angles morts et accroît l'exposition aux risques. Ils ont été unanimes sur le fait qu'un dispositif efficace de LBC/FT/FP requiert une gouvernance solide, avec des responsabilités clairement définies et une surveillance indépendante à tous les niveaux de l'organisation. Un consensus s'est également dégagé sur l'importance d'une coordination renforcée entre les fonctions de gestion des risques, de conformité, de contrôle interne et d'audit interne afin de promouvoir une approche plus cohérente et plus efficace de la gestion des risques de criminalité financière. Les participants ont noté qu'un meilleur partage d'informations, des processus de contrôle harmonisés et des dispositifs de gouvernance intégrés peuvent contribuer à réduire les doublons, à renforcer l'assurance, à améliorer l'efficacité opérationnelle et la capacité de l'institution à détecter, prévenir et répondre aux risques de criminalité financière dans tous les domaines de contrôle. Sur le point relatif aux outils de LBC et l'IA, les participants ont souligné la nécessité d'évaluations des écarts, de

feuilles de route, de validations indépendantes, d'explicabilité, de suivi auditable des modifications de seuils, de suivi des faux positifs/faux négatifs, de supervision humaine et de rapports au conseil d'administration. Pour se conformer aux normes internationales, les participants ont exhorté les entités déclarantes à, entre autres, renforcer leurs dispositifs de contrôle et leurs cadres de gouvernance tout en améliorant la coopération et le partage d'informations avec les autorités compétentes et les autres parties prenantes afin de faire face à l'évolution des risques de financement de la prolifération. Enfin, ils ont lancé un appel en faveur d'un meilleur partage d'informations, de partenariats public-privé plus solides et d'une collaboration régionale plus étroite afin de promouvoir une compréhension commune des risques et d'améliorer l'efficacité globale des cadres de LBC/FT/FP dans les États membres du GIABA.

La séance d'ouverture, présidée par Mme Zelma Yollande Nobre Fassinou, Représentante Résidente de la CEDEAO au Sénégal a également enregistré la présence de M. Edwin Harris Jr., Directeur Général du GIABA ; Mme Shola Phillips, Conseillère spéciale de Dr Olayemi Michael Cardoso, Gouverneur de la Banque centrale du Nigéria (BCN) ; Mme Vânia Alexandra Coronel da Rosa, Présidente du Forum des Responsables de Conformité des États Membres du GIABA (FRCEMG) et Mme Khadidja Fayez Fall Diop, Secrétaire générale de la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) du Sénégal.

Pour rappel, les participants à ce sommet proviennent des Cellules Nationales de Traitement des Informations Financières (CENTIF), des autorités de régulation et de supervision, du secteur privé, comprenant les banques, les FinTechs, les compagnies d'assurance, les opérateurs des marchés financiers et des Entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) des États membres du GIABA et de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).